



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

archivage

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE  
PRÉFECTURE DE LA SOMME

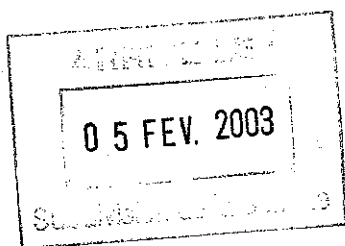
Direction des Actions  
Interministérielles

Urbanisme et Environnement  
3<sup>ème</sup> Bureau

Commune de VILLERS-BRETONNEUX  
S.A.S. « VIDAM »

**A R R Ê T E du 29 janvier 2003**

**Le préfet de la région Picardie  
Préfet de la Somme  
Chevalier de la Légion d'honneur**



Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le chapitre I, titre I, livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le chapitre I, titre IV, livre V du code de l'environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 14 septembre 1990 modifié et 29 janvier 1999 modifié autorisant la S.A.S. « VIDAM », siège social : 128 rue Sully à AMIENS (80000), à exploiter un centre de transit et de prétraitement de déchets industriels pour une capacité annuelle de 11 000 tonnes/an, sur le territoire de la commune de VILLERS-BRETONNEUX, au lieu dit « Le Cheminet de Laleu », parcelles cadastrées section S n°s 165 et 230 ;

Vu la demande présentée le 23 avril 2002 par la S.A.S. « VIDAM » en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter des installations de traitement de déchets industriels spéciaux sur le territoire de la commune de VILLERS-BRETONNEUX, au lieu dit « Le Cheminet de Laleu », parcelles cadastrées section S n°s 153, 154, 163 et 164 ;

Vu le dossier produit à l'appui de cette demande ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juin 2002 organisant une enquête publique sur cette demande à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX du lundi 22 juillet 2002 au mercredi 21 août 2002 ;

Vu le rapport du commissaire-enquêteur ;

Vu le mémoire en réponse produit par la S.A.S. « VIDAM » suite aux observations émises pendant l'enquête publique ;

Vu l'avis du directeur régional des affaires culturelles de Picardie des 3 juillet, 25 juillet et 15 novembre 2002 ;

Vu l'avis du directeur régional de la S.N.C.F. du 8 juillet 2002 ;

Vu l'avis du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Somme du 10 juillet 2002 ;

Vu l'avis du directeur régional de France Télécom de Picardie du 22 juillet 2002 ;

Vu l'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme du 25 octobre 2002 ;

Vu l'avis du directeur départemental de l'équipement de la Somme ;

Vu l'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme ;

Vu l'avis de la mission inter-services de l'eau de la Somme ;

Vu la délibération du conseil municipal de LAMOTTE-WARFUSEE du 9 septembre 2002 ;

Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la S.A.S. « VIDAM » en date du 11 octobre 2002 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 9 décembre 2002 et l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie en date du 12 décembre 2002 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène de la Somme du 16 décembre 2002 ;

Vu la lettre du 3 janvier 2003 de la S.A.S. « VIDAM » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 24 janvier 2003 ;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article L-512.3 du code de l'environnement, d'imposer toutes les conditions d'installation et d'exploitation de l'établissement prenant en compte les observations et avis émis lors des enquêtes publique et auprès des services administratifs de nature à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L-511.1 du code de l'environnement susvisé et notamment la commodité du voisinage, la santé et la salubrité publique ;

Considérant que la délivrance de l'autorisation des installations de traitement de déchets industriels spéciaux nécessite, en application de l'article L-512.1 du code de l'environnement, l'éloignement des dites installations de certaines zones définies dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers et notamment la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de VILLERS-BRETONNEUX, au regard des distances d'éloignement définies par le § III.1. de l'annexe I au présent arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

### **- ARRÊTE -**

**Article 1<sup>er</sup> :** La S.A.S. « VIDAM », siège social : 128 rue Sully à AMIENS (80000), est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de VILLERS-BRETONNEUX, au lieu-dit « Au Cheminet de Laleu », parcelles cadastrées section S n<sup>os</sup> 153, 154, 163 et 164, une installation de traitement de déchets industriels spéciaux comprenant les installations figurant au tableau joint en annexe.

Cette autorisation est délivrée sous réserve :

- du droit des tiers ;
- du strict respect des conditions et prescriptions jointes en annexe ;
- de la prise en compte dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers des conditions d'éloignement précisées au § III.1. de l'annexe I au présent arrêté, en application de l'article L-512.1 du code de l'environnement.

### **Article 2 : Notification et publicité**

Un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX par les soins du maire, ainsi qu'en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du même arrêté sera par ailleurs déposée à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX pour être tenue à la disposition du public.

Procès verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins du maire précité.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'installation peuvent être consultées sera, par ailleurs, inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans « Le Courrier Picard » et « Picardie la Gazette ».

### **Article 3 : Délai et voie de recours**

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif d'AMIENS dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux conditions prévues à l'article L 514.6 du code de l'environnement.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture, le maire de VILLERS-BRETONNEUX, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A.S. « VIDAM » et dont une ampliation sera adressée aux :

- ▷ Directeur départemental de l'équipement de la Somme ;
- ▷ Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme ;
- ▷ Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Somme ;
- ▷ Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Somme ;
- ▷ Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme ;
- ▷ Chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Somme ;
- ▷ Directeur régional des affaires culturelles de Picardie ;
- ▷ Directeur régional de France Télécom de Picardie ;
- ▷ Directeur régional de la S.N.C.F. ;
- ▷ Directeur régional de l'environnement de Picardie.

Amiens, le 29 janvier 2003

Pour le préfet et par délégation :  
Le secrétaire général,



Signé :

Claude SERRA

### **DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES POUR AMPLIATION**

Pour le préfet et par délégation :  
L'attaché, chef de bureau,

Marc COTTEAUX

## **TITRE I. ACTIVITÉS AUTORISÉES**

Les installations et activités visés à la nomenclature des installations classées sont énumérées dans le tableau ci-après avec leur régime de classement :

Rubrique	Intitulé	Régime	Nature de l'activité	Volume
167 C	Déchets industriels provenant d'installations classées : traitement ou incinération	A	Évapo-incinération de déchets industriels	25 000 t/an
1432	Dépôts de liquides inflammables de 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>e</sup> catégorie	A	Stockage dans des réservoirs aériens de déchets à base d'hydrocarbures destinés à alimenter les modules d'évapo-incinération	998 m <sup>3</sup> de capacité équivalente
2910	Installation de combustion	NC	Chaudière fonctionnant au gaz	800 kW

A = Autorisation – NC = Non classé

### **I.1. - Unité d'évapo-incinération**

Le procédé de traitement des déchets liquides comprend 3 étapes :

- la préparation des produits ;
- l'évapo-incinération ;
- le traitement des effluents gazeux.

La préparation des produits consiste en une séparation des phases aqueuse, organique, solide par centrifugation afin d'obtenir des phases homogènes. La phase aqueuse sera traitée par évapo-concentration. La phase organique est utilisée comme combustible dans les modules d'évaporation.

L'évaporation consiste à faire subir un traitement thermique d'évaporation des phases aqueuses au contact de l'air chaud généré par la combustion des phases organiques séparées initialement.

Chaque module d'évapo-incinération sera constitué d'un bac de travail, d'une colonne d'évaporation, d'un générateur d'air chaud et d'une pompe. L'installation comprend trois modules.

Chaque chambre de combustion des modules sera équipée d'un dispositif indicateur de température.

Le bac de travail sera équipé d'un capteur de niveau haut ainsi que d'un capteur de niveau très haut relié à une alarme sonore et visuelle. En cas de dépassement du niveau très haut, l'alimentation du bac de travail sera stoppée.

Les effluents gazeux sont traités par deux dispositifs : un dévésiculage effectué en 2 étapes et un traitement thermique final garantissant un temps de séjour de 2 secondes à une température minimale de 850°C.

L'installation se compose de 3 modules d'évapo-incinération, d'une capacité unitaire de 900 l/h pour la partie évapo-concentration et de 100 l/h pour la partie incinération, permettant une capacité de traitement de 25 000 t/an. Des installations annexes sont également présentes. Celles-ci se composent de 1 aire de dépotage composé de 3 postes de dépotage et d'un parc de stockage des effluents à traiter comprenant 15 cuves d'une capacité maximale de 998 m<sup>3</sup>.

Les cuves sont implantées au sein de 2 cuvettes de rétention telles que définies ci-dessous :

Cuvettes	Volume (m³)	Cuves		
		N°	Capacité	Produits
N°1	32	T18	30 m³	Concentrat
N°2	505	T1	200 m³	Eau Huiles Solubles
		T2	200 m³	Eau Huiles Solubles
		T4A	200 m³	Eau Huiles Solubles
		T0	100 m³	Eaux Boues Hydrocarbures
		T11	100 m³	Eaux Boues Hydrocarbures
		T22	2 m³	Eau Huiles Solubles
N°2 bis	105	T6	60 m³	Hydrocarbures
		T12	80 m³	Hydrocarbures combustibles

### I.2. - Rythme de fonctionnement

L'établissement fonctionne en 3 poste(s) par jour.

### I.3. - Taxe unique

La présente autorisation donne lieu à la perception de la taxe unique.

## TITRE II. CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

### II.1. - Conditions générales de l'arrêté préfectoral

Le présent arrêté ne saurait être opposable à l'administration en cas de refus d'autorisation à un autre titre.

L'exploitant affiche en permanence, de façon visible et lisible, à l'entrée de l'établissement un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises.

Les prescriptions conditionnant l'autorisation s'appliquent également aux installations de l'établissement susvisé qui, bien que non classables au regard de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers et inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

Les installations sont conçues de manière à limiter les nuisances de toutes natures ainsi que les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective à la source et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées. Leur exploitation est conduite de manière à éviter de telles émissions dans l'environnement.

Indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées en cas d'inobservation des prescriptions conditionnant la présente autorisation, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L-514.1 du code de l'environnement.

### II.2. - Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des règlements en vigueur.

### **II.3. - Modifications**

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation utiles. L'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'établissement, lorsqu'il existe, est également joint.

### **II.4. - Déclaration des accidents et incidents**

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L-511.1 du code de l'environnement.

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences ainsi que les mesures prises pour y remédier ou en éviter le renouvellement.

### **II.5. - Prévention des dangers et nuisances**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

### **II.6. - Documents et registres**

L'exploitant dispose en permanence des documents suivants :

- ⇒ dossier(s) de demande d'autorisation d'exploiter ;
- ⇒ autorisation(s) d'exploiter et textes pris en application de la législation relative aux installations classées transmis par le préfet du département, y compris les arrêtés types ;
- ⇒ documents intéressant la sécurité également prévus par d'autres législations, notamment les rapports de contrôle des installations électriques et des appareils à pression ;
- ⇒ plans :
  - ◆ de localisation des moyens d'intervention et de secours ;
  - ◆ des réseaux internes à l'établissement : eaux, électricité, gaz et fluides de toutes natures ;
  - ◆ de circulation des véhicules et engins au sein de l'entreprise ;
  - ◆ de situation des stockages de produits dangereux.
- ⇒ consignes d'exploitation ;
- ⇒ consignes de sécurité ;
- ⇒ registres d'entretien et de vérification ;
- ⇒ suivis :
  - ◆ des prélèvements d'eau ;
  - ◆ des moyens de traitement des divers rejets ;
  - ◆ des déchets (registres, déclarations trimestrielles, bordereaux de suivi de déchets industriels).
- ⇒ documents relatifs à la gestion des déchets ;
- ⇒ état des stocks, accompagné des fiches de données de sécurité du fournisseur ou de l'exploitant ;
- ⇒ plan de secours.

L'ensemble de ces documents est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, ou lui est transmis sur simple demande. Leur mise à jour est constamment assurée et datée.

Les documents relatifs à la situation des installations présentant de risques technologiques et aux moyens d'intervention sont tenus à la disposition permanente du service départemental d'incendie et de secours ainsi que du service départemental en charge de la sécurité civile.

## **II.7. - Insertion dans le paysage**

Toutes dispositions sont prises par l'exploitant pour intégrer le site dans son environnement et limiter l'impact visuel des installations.

A cet effet :

- les zones non bâties, ou non destinées à un quelconque usage, sont au moins végétalisées ;
- les bâtiments, et leurs abords placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus propres et entretenus en permanence.

## **II.8. - Contrôle**

L'inspection des installations classées peut, le cas échéant en utilisant les dispositions de l'article L-514.5 du code de l'environnement, réaliser ou faire réaliser à tout moment, de manière inopiniée ou non, des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, ainsi que des mesures de niveaux sonores ou de vibrations.

Les frais de prélèvement, de mesure et d'analyse occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

Ces dispositions sont applicables à l'ensemble des installations de l'établissement.

## **II.9. - Transfert**

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

## **II.10. - Changement d'exploitant**

En cas de changement d'exploitant, l'exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

## **II.11. - Annulation - Déchéance - Abandon d'activité**

La présente autorisation cesse de produire effet au cas où l'installation n'aurait pas été mise en service dans un délai de 3 ans après la notification du présent arrêté ou n'aurait pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

En cas de mise à l'arrêt définitif, l'exploitant en informe le préfet au moins 6 mois avant la date d'arrêt prévue et adresse simultanément un dossier comprenant :

- ⇒ le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ;
- ⇒ un mémoire sur l'état du site avec l'indication des mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L-511.1 du code de l'environnement.

Les mesures correspondantes comportent notamment en tant que de besoin :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site ;
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.



## **II.12. - Réglementation générale / Arrêtés et circulaires ministériels**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

- Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.
- Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines.
- Arrêté du 9 novembre 1972 relatif à l'aménagement et l'exploitation de dépôts d'hydrocarbures liquides.
- Arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.
- Arrêté du 5 juillet 1977 relatif aux visites et examens approfondis périodiques des installations consommant de l'énergie thermique.
- Arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances.
- Arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées.
- Arrêté du 4 septembre 1986 relatif à la réduction des émissions atmosphériques d'hydrocarbures provenant des activités de stockage.
- Circulaire et instruction du 9 novembre 1989 relatives aux dépôts anciens de liquides inflammables.
- Arrêté du 27 juin 1990 relatif à la limitation des rejets atmosphériques des grandes installations de combustion, et aux conditions d'évacuation des rejets des installations de combustion.
- Arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.
- Arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées.
- Arrêté du 10 octobre 1996 relatif aux installations spécialisées d'incinération, et aux installations de co-incinération de certains déchets industriels spéciaux.
- Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
- Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- Arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes.
- Arrêté du 11 août 1999 relatif à la réduction des émissions polluantes des moteurs et turbines à combustion, ainsi que les chaudières utilisées en post-combustion.
- Arrêté l'arrêté du 17 juillet 2000 pris en application de l'article 17-2 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- Arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux.

## **II.13. - Information du public**

Conformément au décret du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévues à l'article 3-1 de la loi du 15 juillet 1975, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés à l'article 2 du décret précité.

L'exploitant adresse également ce dossier à la commission locale d'information et de surveillance de son installation, si elle existe.

## **TITRE III. - PRÉVENTION DES RISQUES**

### **III.1. - Zones de protection**

#### **1.1. - Définition des zones de protection**

Des zones de protection sont définies pour des raisons de sécurité autour des installations de traitement de déchets industriels spéciaux.

La zone de protection rapprochée ( $Z_1$ ) est celle où il convient en pratique de ne pas augmenter le nombre de personnes présentes par de nouvelles implantations hors de l'activité engendrant cette zone, des activités connexes et industries mettant en œuvre des produits ou des procédés de nature voisine et à faible densité d'emploi.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation d'autres locaux nouveaux habités ou occupés par des tiers ou de voies de circulation nouvelles autres que celles nécessaires à la desserte et à l'exploitation des installations industrielles.

Cette zone est définie par des distances d'éloignement de :

- ⇒ 9 m à partir des bords de la cuvette de rétention 1
- ⇒ 16,5 m à partir des bords de la cuvette de rétention 2
- ⇒ 12 m à partir des bords de la cuvette de rétention 2 bis
- ⇒ 13 m à partir des bords de la cuvette de rétention du poste de dépotage
- ⇒ 9 m par rapport à la conduite d'alimentation en gaz
- ⇒ 7 m par rapport aux modules d'évapo-incinération.

Elle correspond à l'extension potentielle de la zone des effets létaux en cas d'accident grave affectant ces installations.

La zone de protection éloignée ( $Z_2$ ) est celle où seule une augmentation aussi limitée que possible des personnes, liée à de nouvelles implantations peut être admise.

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux établissements recevant du public : immeubles de grande hauteur, aires de sport ou d'accueil du public sans structure, air de camping ou de stationnement de caravanes, nouvelles voies à grande circulation dont le débit supérieur à 2000 véhicules par jour ou voies ferrées ouvertes à un trafic voyageurs.

Cette zone est définie par des distances d'éloignement de :

- 10,5 m à partir des bords de la cuvette de rétention 1
- 19,5 m à partir des bords de la cuvette de rétention 2
- 14 m à partir des bords de la cuvette de rétention 2 bis
- 15 m à partir des bords de la cuvette de rétention du poste de dépotage
- 11 m par rapport à la conduite d'alimentation en gaz
- 21 m par rapport aux modules d'évapo-incinération.

Elle correspond à l'extension potentielle de la zone des effets significatifs en cas d'accident grave affectant ces installations.

Ces zones sont définies sans préjudice de l'application des règlements relatifs à l'urbanisme. Elles sont figurées sur le plan joint en annexe III à titre purement indicatif et sans préjudice des définitions qui précèdent.

## **1.2. - Obligations de l'exploitant**

Toutes dispositions de son ressort seront prises par l'exploitant pour respecter à l'intérieur de l'enceinte de son établissement les distances et les types d'occupation définis au présent article. En particulier, l'exploitant n'affectera pas les terrains situés dans l'enceinte de son établissement à des modes d'occupation contraires aux définitions précédentes.

L'exploitant transmettra au préfet les éléments nécessaires à l'actualisation des documents visés à l'article 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977. Ces éléments porteront sur :

- les modifications notables susceptibles d'intervenir dans l'environnement de ses installations et notamment sur les changements d'occupation des sols dont il aura connaissance ;
- les projets de modifications de ses installations. Ces modifications pourront éventuellement entraîner une révision des zones de protection mentionnées précédemment.

## **III.2. - Prescriptions génériques**

### **2.1. - Organisation de la prévention des risques**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents ou accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### **2.2. - Règles de construction, d'aménagement et d'exploitation**

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie ou d'un sinistre et doivent permettre une intervention en tout point des services de secours.

Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques minimales suivantes :

- ⇒ murs et planchers coupe-feu de degré (2) heures ;
- ⇒ couverture incombustible ;
- ⇒ portes intérieures coupe-feu de degré (½) heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- ⇒ porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré (½) heure ;
- ⇒ matériaux de classe M0 ;
- ⇒ couverture classée T 30-1 ;
- ⇒ sols imperméables et incombustibles.

Les structures fermées permettent l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. L'ouverture des équipements de désenfumage nécessaires peut se faire manuellement par des commandes accessibles en toutes circonstances depuis le rez-de-chaussée et clairement identifiées.

Dans les locaux présentant des risques toxiques ou d'incendie, les portes s'ouvrent dans le sens de l'évacuation et disposent de système "anti-panique".

### **2.3. - Protection parasismique**

Les installations concernées sont dimensionnées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées.

#### **2.4. - Consignes de sécurité**

Les consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes écrites indiquent notamment :

- ⇒ l'interdiction d'apporter du feu dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- ⇒ l'obligation de permis de travail et de feu ;
- ⇒ les procédures d'urgence et de mise en sécurité des installations ;
- ⇒ les mesures à prendre en cas de pollution accidentelle ;
- ⇒ les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- ⇒ la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone utiles.

#### **2.5. - Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- les moyens à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone utiles ;
- le maintien dans les ateliers des quantités de matières nécessaires au bon fonctionnement des installations.

Ces consignes sont affichées et visibles à proximité des installations concernées.

#### **2.6. - Formation du personnel**

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation sécurité de son personnel.

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations susceptibles en cas de dysfonctionnement de porter atteinte à la sécurité des personnes.

#### **2.7. - Entretien**

Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d'intervention font l'objet d'une maintenance garantissant leur efficacité et fiabilité.

Les opérations correspondantes sont programmées et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant. Elles font l'objet d'une inscription sur un registre.

Les opérations d'entretien feront l'objet de procédures spécifiques. Ces procédures préciseront :

- la fréquence des interventions,
- les qualifications éventuellement exigées pour l'exécution de l'entretien,
- les instructions pour l'entretien mentionnant explicitement les conditions de préparation et d'exécution.

#### **2.8. - Vérification**

Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité font l'objet d'une inscription sur un registre mentionnant :

- ⇒ la date et la nature des vérifications ;
- ⇒ la personne ou l'organisme chargé de la vérification ;
- ⇒ le motif de la vérification ;
- ⇒ les non-conformités constatées et les suites données à celles-ci.

## **2.9. - Localisation des risques**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les zones de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées ou produites sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité des personnes ou le maintien en sécurité des installations.

L'exploitant détermine pour chacune de ces zones de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphère explosive ou toxique). Ces risques sont signalés et font l'objet d'un marquage.

Un plan de ces zones est tenu à jour et à disposition des services de secours ainsi que de l'inspection des installations classées.

## **2.10. - Permis de feu**

Les travaux de réparation ou d'aménagement mettant en œuvre une flamme ou des appareils générateurs d'étincelles ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de travail et le cas échéant d'un permis de feu accompagnés d'une consigne particulière définissant les conditions de préparation, d'exécution des travaux et de remise en service des installations.

Ces permis et ces consignes sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne nommément désignée par lui-même. Les entreprises extérieures intervenant sur le chantier cosignent ces permis et consignes.

## **2.11. - Interdiction de fumer**

L'interdiction de fumer ou d'introduire des points chauds dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion est affichée.

## **2.12. - Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

# **III.3. - Accès à l'établissement, admission et circulation**

## **3.1. - Accès**

Afin de permettre en toutes circonstances l'intervention des services de secours, l'établissement dispose au moins de deux accès.

Afin d'en interdire l'accès, le site est entouré d'une clôture efficace et résistante de 2 m de hauteur au moins.

Seules les personnes autorisées par l'exploitant, selon une procédure préalablement définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

## **3.2. - Voies de circulation**

Les voies de circulation internes au site sont nettement délimitées, conçues et aménagées de manière à permettre une évolution aisée des véhicules, notamment de secours. Les voies utiles à l'intervention des véhicules de secours sont maintenues propres et dégagées.

Les installations sont accessibles en toutes circonstances.

Des aires de stationnement de capacité suffisante sont aménagées pour les véhicules en attente, en dehors des zones dangereuses. Une aire d'attente intérieure est notamment aménagée pour permettre le stationnement des véhicules durant les contrôles d'admission.

Ces aires ainsi que les voies de circulation disposent d'un revêtement étanche.

### **3.3. - Plan de circulation**

Un plan de circulation est établi de manière à éviter les risques d'accident. L'exploitant porte ce plan à la connaissance des intéressés.

### **3.4. - Signalisation**

La signalisation routière dans l'établissement est celle de la voie publique.

Une signalisation répondant aux dispositions réglementaires en vigueur est mise en place dans l'établissement. Elle concerne :

- ⇒ les moyens de secours ;
- ⇒ les stockages présentant des risques ;
- ⇒ les locaux à risques ;
- ⇒ les boutons d'arrêt d'urgence ;
- ⇒ les diverses interdictions et zones dangereuses déterminées par l'exploitant.

Les stockages de produits dangereux comportent de façon visible la dénomination de leur contenu ainsi que les numéros et symboles de dangers correspondants.

## **III.4. - Matières stockées et mises en œuvre**

### **4.1. - Risques incendie**

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir et détecter les risques d'incendie ainsi que pour limiter la propagation et l'extension des conséquences d'un tel sinistre.

### **4.2. - Risques d'explosion**

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir et détecter les risques d'explosion ainsi que pour limiter la propagation et l'extension des conséquences d'un tel sinistre.

### **4.3. - Matières incompatibles**

Toutes dispositions sont prises dans la conception des installations afin d'éviter la mise en présence de matières incompatibles, susceptibles notamment de provoquer des réactions exothermiques, violentes ou de conduire à la formation de substances toxiques.

Ces dispositions concernent notamment les canalisations de fluides, les stockages ainsi que les rétentions associées.

### **4.4. - Transport, chargement et déchargement des matières**

Les matières dites dangereuses sont celles visées par la réglementation pour le Transport des Matières Dangereuses.

Le chargement et le déchargement de ces matières se font en présence d'un personnel instruit sur la nature et les dangers des matières, les conditions de réception et de chargement, les autorisations nécessaires, la réglementation relative au transport des matières concernées et sur les interventions en cas d'incident survenant au cours des opérations de transfert et de transport.

Les voies et aires de stationnement desservant les postes de chargement ou de déchargement des matières seront disposées de façon à ce que l'évacuation des véhicules se fasse en marche avant avec un nombre de manœuvres limité.

L'exploitant vérifie lors des opérations de chargement que le conducteur du véhicule a une formation suffisante et possède les autorisations et titres de transport prévus par les réglementations en vigueur. Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont adaptés et conformes aux réglementations en vigueur.

Les transferts de matières dangereuses ou polluantes à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours déterminés et font l'objet de consignes adaptées.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont étanches et conçues de manière à recueillir tout déversement accidentel.

#### **4.5. - Stockages**

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- ⇒ 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- ⇒ 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention et son dispositif d'obturation, maintenu fermé, sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des liquides potentiellement contenus.

L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. En particulier, les eaux pluviales en sont évacuées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Les produits récupérés en cas d'accident doivent dans la mesure du possible être recyclés. A défaut, ils ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme des déchets.

Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Le stockage, le déplacement, la manipulation ou la mise en œuvre de produits dangereux, polluants ou de déchets, solides ou liquides, sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles et des eaux de ruissellement.

L'exploitant dispose des documents permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation.

#### **4.6. - Réservoirs**

L'étanchéité des réservoirs contenant des produits polluants ou dangereux est contrôlée périodiquement.

Ces réservoirs sont équipés :

- d'une mesure de niveau,
- d'une mesure de niveau très haut déclenchant une alarme sonore et visuelle et asservissant le remplissage,
- d'un piquage de nettoyage en fond de cuve,
- d'un trou d'homme,
- d'un événement.

#### **4.7. - Bassins de confinement**

La totalité des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie doit être collectée et recueillie dans deux bassins de confinement.

Ces bassins disposent d'un volume minimal de 120 m<sup>3</sup>.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

### **III.5. - Énergie et fluides**

#### **5.1. - Installations électriques**

Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, notamment dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives.

Ces zones figurent sur un plan tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations sont protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et courants de circulation et sont conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes extérieures de toutes natures.

#### **5.2. - Protection contre la foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

#### **5.3. - Canalisations de fluides**

Les canalisations de fluides sont individualisées par des couleurs normalisées ou un système d'étiquetage d'efficacité équivalente permettant un repérage immédiat.

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou polluants sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits susceptibles d'être contenus. Elles sont entretenues et font l'objet d'examens périodiques. Sauf exception motivée, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Toutes dispositions sont prises afin de préserver l'intégrité des canalisations vis à vis des chocs et contraintes auxquelles elles sont susceptibles d'être exposées.



#### **5.4. - Éclairage de sécurité**

Un éclairage de sécurité balise les issues de secours ainsi que le cheminement vers celles-ci au moyen de dispositifs autonomes adaptés.

### **III.6. - Mise en sécurité des installations**

#### **6.1. - Salles de contrôle**

Les salles de contrôle des unités sont accessibles en permanence et conçues de façon à assurer une protection suffisante des personnels et des matériels associés à la sécurité des unités contre les effets des accidents potentiels. Elles permettent la conduite jusqu'à achèvement des procédures de mise en sécurité des installations et la mise en œuvre des mesures conservatoires visant à limiter l'ampleur d'un éventuel sinistre.

#### **6.2. - Systèmes de mise en sécurité**

Les systèmes de contrôle et de mise en sécurité des installations sont indépendants des systèmes de conduite. Les modes communs de défaillance sont efficacement prévenus.

#### **6.3. - Organes de manœuvre**

Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité des installations et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel sont repérés et implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre. A défaut, ils font l'objet d'implantations redondantes et judicieusement réparties.

#### **6.4. - Arrêt d'urgence**

Les installations susceptibles de présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes peuvent être arrêtées en urgence et mises en sécurité en cas de nécessité.

#### **6.5. - Utilités**

La fourniture et la disponibilité des utilités concourant à l'arrêt d'urgence ou à la mise en sécurité des installations sont assurées en permanence.

Les organes principaux prennent automatiquement une position de sécurité en cas de perte d'énergie motrice.

#### **6.6. - Détection incendie et explosion**

Les locaux susceptibles de comporter des zones à risque d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau de détection approprié.

Le déclenchement du réseau de détection entraîne localement et auprès du service de garde de l'établissement une alarme sonore et lumineuse.

Les défaillances des systèmes de détection sont alarmées.

Les détecteurs d'atmosphère explosive mis en place dispose de deux seuils d'alarme.

Le franchissement du premier seuil entraîne le déclenchement d'alarmes sonores et lumineuses ainsi que les actions de surveillance, vérification et d'intervention appropriées à la prévention d'atmosphère explosive.

Le franchissement du deuxième seuil entraîne de plus la mise en sécurité des installations.

### **III.7. - Incendie et Secours**

#### **7.1. - Moyens de secours**

Le matériel de lutte contre l'incendie couvre l'ensemble des installations. Les moyens propres à chaque secteur sont dimensionnés selon la nature et l'importance du risque à défendre.

Les moyens de lutte et d'intervention contre l'incendie sont conformes aux normes en vigueur et comprennent au minimum :

- 15 extincteurs individuels fixes ou mobiles répartis à l'intérieur et à l'extérieur des installations, bien visibles et toujours facilement accessibles:
  - ◆ 6 extincteurs à poudre de 6 kg dont 3 automatiques (à capsule « sprinkler ») placés au niveau des brûleurs
  - ◆ 2 extincteurs à poudre de 6 kg au niveau de la chaudière
  - ◆ 3 extincteurs à poudre de 6 kg dans le reste du bâtiment
  - ◆ 2 extincteurs à hydrocarbures halogénés de 4 et 6 kg, situés au niveau du laboratoire
  - ◆ 2 extincteurs à poudre de 2 kg équipant les engins de manutention
- 3 bacs à sable (2 intérieur et 1 extérieur) avec pelles de jet au niveau de chacun des 3 modules d'évapo-incinération et du stockage d'hydrocarbures.
- des robinets d'incendie armés (RIA) protégés du gel. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées ;
- des installations de détection et d'extinction automatique :
  - ◆ la cuvette de rétention n°1 dispose d'un déversoir à mousse d'un débit de 5 m<sup>3</sup>/h
  - ◆ la cuvette de rétention n°2 est équipée d'un déversoir à mousse donnant un débit de 45 m<sup>3</sup>/h
  - ◆ la cuvette de rétention n°2bis est équipée d'un réservoir à mousse d'un débit de 10 m<sup>3</sup>/h.
- de bouches ou poteaux d'incendie, d'un modèle incongelable comportant des raccords normalisés.

Les agents extincteurs sont adaptés aux installations et produits mis en œuvre et définis sous la responsabilité de l'exploitant. Ces systèmes d'extinction sont soumis à un programme de tests de fonctionnement et de maintenance.

#### **7.2. - Réseau incendie**

L'exploitant dispose d'un réseau d'eau dédié à la lutte contre l'incendie. Il est maillé et sectionnable par tronçon.

Ce réseau ainsi que les réserves éventuelles d'eau du site sont capables de fournir le débit nécessaire pour alimenter simultanément les systèmes d'extinction automatique, les robinets d'incendie armés ainsi qu'un nombre suffisant de bouches ou poteaux d'incendie, à raison de 80 m<sup>3</sup>/h chacun. Le débit d'eau disponible en permanence est au minimum de 102 m<sup>3</sup>/h sous 1 bars.

#### **7.3. - Réserve d'émulseur**

Les réserves d'émulseurs sont adaptées aux risques encourus. Une quantité minimale de 2 m<sup>3</sup> est disponible sur le site, en conteneurs de 1000 litres au minimum judicieusement implantés.

#### **7.4. - Équipement d'intervention individuel**

L'établissement dispose d'équipements de protection efficaces en cas d'incendie. Des équipements complets d'approche du feu sont également disponibles.

Des équipements procurant un niveau de protection au moins équivalent peuvent être tenus à disposition en lieu et place.

Le personnel concerné est entraîné à l'usage de ces matériels, qui sont maintenus en bon état dans un endroit apparent, d'accès facile et permanent.

### **III.8. - Plans de secours**

#### **8.1. - Organisation des secours**

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, l'évacuation du personnel et l'appel des secours extérieurs. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

Les services de secours sont destinataires de ces consignes.

#### **8.2. - Plan d'Opération Interne**

Un plan d'opération interne (POI) est établi sous la responsabilité de l'exploitant après consultation du service départemental d'incendie et de secours. Il définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident, en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est consulté par l'industriel sur la teneur du POI ; son avis est transmis au préfet.

Le plan est transmis au service départemental d'incendie et de secours ainsi qu'à l'inspection des installations classées. Il est mis à jour en tant que de besoin et notamment avant chaque modification notable.

Des exercices annuels de mise en œuvre du plan sont réalisés. Le service départemental d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées sont informés de ces exercices et destinataire d'un compte-rendu.

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.

## **TITRE IV. - PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

### **IV.1. - Principes de prévention**

Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective, le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques ainsi que la réduction des quantités rejetées.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation de ses installations afin de prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

L'exploitant recherche par tous les moyens, notamment à l'occasion d'opérations ou de remplacement de matériels, à limiter les émissions de polluants.

La dilution des rejets est interdite.

Le brûlage et l'incinération des déchets à l'air libre sont interdits.

## **IV.2. - Traitement des émissions et effluents**

Des dispositifs de captation et de traitement efficaces des effluents atmosphériques ou aqueux sont installés et maintenus en permanence en bon état de fonctionnement.

Ces installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites définies par le présent arrêté, sont conçues afin de faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues afin de réduire et détecter les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. En cas d'indisponibilité momentanée de ces installations de traitement conduisant à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend dans les meilleurs délais techniques possibles les dispositions nécessaires pour respecter à nouveau ces valeurs, en réduisant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement sont mesurés périodiquement, le cas échéant en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les débourbeurs-déshuileurs font l'objet d'une maintenance au moins annuelle.

Les produits recueillis à l'occasion des opérations de maintenance des dispositifs de traitement sont considérés comme des déchets et sont traités et éliminés comme tels.

L'établissement dispose des réserves de produits ou matières consommables nécessaires à la prévention des pollutions et au bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Les points de rejets dans le milieu naturel des émissions de toutes natures de l'établissement sont en nombre aussi réduit que possible.

## **TITRE V. - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU**

### **V.1. - Prélèvements et consommation d'eau**

#### **1.1. - Consommation**

Toutes dispositions dans la conception et l'exploitation des installations sont prises en vue de limiter la consommation d'eau de l'établissement. En particulier, la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

#### **1.2. - Protection du réseau d'alimentation en eau potable**

Les travaux nécessaires à l'implantation des ouvrages de prélèvement et à leur entretien ne doivent pas créer de pollutions.

Chaque ouvrage de prélèvement ou de raccordement au réseau public d'eau potable est équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent de disconnection. Ce dispositif est agréé et maintenu en bon état de fonctionnement. Il est installé et vérifié conformément aux dispositions en vigueur.

## **V.2. - Réseau de collecte et traitement des effluents**

### **2.1. - Réseaux de collecte**

Les différents effluents aqueux de l'établissement sont canalisés.

L'exploitant tient à jour un plan des circuits d'eaux faisant apparaître les points d'approvisionnement, les réseaux de collecte, les dispositifs d'épuration et les points de rejet en précisant le milieu récepteur. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des services en charge de la police des eaux ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les réseaux de collecte séparent les eaux non polluées, en particulier pluviales, des autres catégories d'effluents (eaux de refroidissement, eaux résiduaires, eaux domestiques, eaux pluviales souillées).

Sont considérées comme résiduaires toutes eaux n'ayant pas conservé leur qualité chimique ou biologique d'origine de par leur emploi à des fins non domestiques, notamment eaux de procédé, de lavage des sols, des machines, des véhicules, purge des chaudières, eaux pluviales polluées, eaux d'extinction.

Les réseaux de collecte sont conçus et aménagés de façon à permettre leur curage.

Un système de sectionnement rend possible leur isolement par rapport à l'extérieur.

Les collecteurs drainant des eaux potentiellement polluées par des liquides inflammables sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

### **2.2. - Rejet en nappe**

Tout rejet direct ou indirect d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

### **2.3. - Épandage**

Tout rejet d'effluents ou de boues par épandage est interdit.

## **V.3. - Qualité des rejets**

### **3.1. - Principes généraux**

Les effluents rejetés sont exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables, corrosives ou odorantes ;
- de produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que de matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages de collecte et de traitement.

De plus, les effluents rejetés ne doivent pas :

- ⇒ conduire à détruire la faune piscicole, nuire à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire ;
- ⇒ provoquer une coloration notable du milieu récepteur ou être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

### **3.2. - Eaux résiduaires**

Les eaux résiduaires sont traitées au sein des installations dûment autorisées.

### **3.3. - Eaux domestiques**

Les eaux domestiques, notamment vannes et sanitaires, sont traitées conformément à la réglementation en vigueur.

### **3.4. - Eaux pluviales**

Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine seront évacuées par un réseau spécifique et pourront être rejetées directement dans le milieu récepteur.

Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockages, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution, un réseau de collecte spécifique est aménagé et raccordé à des capacités de confinement susceptibles de retenir le premier flot de ces eaux pluviales.

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si nécessaire traitement afin de respecter les conditions suivantes :

- pH compris entre 5.5 et 8.5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 30 mg/l ;
- teneur en hydrocarbure inférieure à 5 mg/l ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l.

### **3.5. - Surveillance des eaux souterraines**

L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines.

L'implantation des moyens de surveillance et les modalités de mesure seront déterminées de façon à assurer une surveillance efficace de la qualité des eaux souterraines sous le site à proximité des installations. A minima, un piézomètre est implanté en amont hydraulique du site et un autre piézomètre est implanté en aval hydraulique du site.

La fréquence des mesures sera au moins semestrielle. Les résultats de mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant fera part à l'inspection des installations classées de toute anomalie constatée, des causes de celle-ci et de ses propositions de remèdes permettant un retour à une situation normale.

## **TITRE VI. - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR**

Les émissions atmosphériques en provenance des activités sont constituées des rejets provenant des modules d'évapo-incinération des installations de traitement.

### **VI.1. - Évacuation – Dispositif de prélèvement**

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans l'atmosphère. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

Les gaz issus des modules d'évapo-incinération sont rejetés à l'atmosphère par l'intermédiaire d'une cheminée d'une hauteur de 11 m.

### a) Forme du conduit

La forme du conduit, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits doit être tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

### b) Vitesse d'éjection des gaz

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue nominale doit être au moins égale à 12 m/s.

### c) Plate-forme de mesure

Afin de permettre la détermination de la composition et du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe sera implantée sur la cheminée ou sur un conduit de l'installation de traitement des gaz. Les caractéristiques de cette plate-forme devront être telles qu'elles permettent de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, et notamment celles de la norme NF X 44 052, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure.

En particulier, cette plate-forme doit permettre d'implanter des points de mesure dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

## VI.2. - Valeurs limites de rejets

Les émissions atmosphériques devront répondre aux caractéristiques suivantes :

### Installation de combustion seule :

- débit maximal des fumées et vapeurs évacuées : 4 170 Nm<sup>3</sup>/h de gaz sec à 11% d'O<sub>2</sub>

Composé	Flux maximum horaire	Concentration maximale sur gaz sec à 11% O <sub>2</sub>
Poussières totales	41,7 g/h	10 mg/Nm <sup>3</sup>
COT	41,7 g/h	10 mg/Nm <sup>3</sup>
HCl	41,7 g/h	10 mg/Nm <sup>3</sup>
HF	4,2 g/h	1 mg/Nm <sup>3</sup>
SO <sub>2</sub>	208,5 g/h	50 mg/Nm <sup>3</sup>
Cd, Ti	0,21g/h	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>
Mercure et ses composés	0,21 g/h	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>
Total des autres métaux lourds	2,1 g/h	0,5 mg/Nm <sup>3</sup>
Total des autres métaux lourds avec zinc	20,8 g/h	5 mg/Nm <sup>3</sup>
CO	208,5 g/h	50 mg/Nm <sup>3</sup>
Dioxines et furannes	0,42 µg/h	0,1 ng/Nm <sup>3</sup>

HCl : chlorure d'hydrogène – HF : fluorure d'hydrogène  
Métaux lourds : Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V

### Installation d'évapo-incinération :

- débit maximal des fumées et vapeurs évacuées : 30 000 Nm<sup>3</sup>/h gaz humide
- débit maximal des fumées et vapeurs évacuées : 25 500 Nm<sup>3</sup>/h gaz sec
- débit maximal des fumées et vapeurs évacuées : 4 080 Nm<sup>3</sup>/h gaz sec à 11 % d'O<sub>2</sub>

Composé	Flux maximum horaire	Concentration maximale sur gaz sec à 11% O <sub>2</sub>
Poussières totales	300 g/h	75 mg/Nm <sup>3</sup>
COT	300 g/h	75 mg/Nm <sup>3</sup>
HCl	120 g/h	30 mg/Nm <sup>3</sup>
HF	4,5 g/h	1,1 mg/Nm <sup>3</sup>
SO <sub>2</sub>	465 g/h	113 mg/Nm <sup>3</sup>
Cd, Tl	0,7 g/h	0, 15 mg/Nm <sup>3</sup>
Mercuré et ses composés	0,7 g/h	0,15 mg/Nm <sup>3</sup>
Total des autres métaux lourds	15 g/h	3,5 mg/Nm <sup>3</sup>
Total des autres métaux lourds avec zinc	82 g/h	20 mg/Nm <sup>3</sup>
CO	208,5 g/h	50 mg/Nm <sup>3</sup>
Dioxines – furannes	1 µg/h	0,3 ng/Nm <sup>3</sup>

HCl : chlorure d'hydrogène – HF : fluorure d'hydrogène

Métaux lourds : Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, V

### VI.3. - Conditions de respect des valeurs limites de rejet

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- ⇒ aucune des concentrations mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article VI.2 pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène et le dioxyde de soufre ;
- ⇒ aucune des concentrations mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites définies à l'article VI.2.
- ⇒ 95 % de toutes les concentrations mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m<sup>3</sup> ; ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures ne dépasse 100 mg/m<sup>3</sup>.

Les concentrations sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures.

Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article VI.2 :

- Monoxyde de carbone : 10 % ;
- Dioxyde de soufre : 20 % ;
- Dioxyde d'azote : 20 % ;
- Poussières totales : 30 % ;
- Carbone organique total : 30 % ;
- Chlorure d'hydrogène : 40 % ;
- Fluorure d'hydrogène : 40 %.



Pour qu'une concentration journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article VI.2 sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec.

#### **VI.4. - Surveillance des rejets - Bilan matière**

##### **4.1. - Conditions générales de la surveillance des rejets**

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 septembre 2000 susvisé. ) 6 ?

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Les normes nationales sont indiquées en annexe de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

##### **4.2. - Surveillance des rejets atmosphériques**

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les concentrations et quantités de polluants rejetés à l'atmosphère sont mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes :

- ⇒ poussières totales ;
- ⇒ substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total ;
- ⇒ chlorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;
- ⇒ oxydes d'azote.

Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion :

- le monoxyde de carbone ;
- l'oxygène et la vapeur d'eau.

L'exploitant doit en outre faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu.

Il doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et

de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes.

Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble de ces composés et des paramètres suivis en continu est réalisée tous les trois mois. Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.

#### **VI.5. - Émissions diffuses - Poussières**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions suivantes, ou des dispositions équivalentes, visant à prévenir les envols de poussières et matières diverses sont mises en œuvre :

- ⇒ les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées ;
- ⇒ les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.

#### **VI.6. - Odeurs**

Les installations ou zones susceptibles de conduire à d'importants dégagements d'odeurs sont mises en dépression et les émanations correspondantes sont collectées et traitées ou détruites.

Si les déchets stockés présentent une gêne olfactive, sont volatils (tension de vapeur du déchet supérieure à 100 mb, à 25°C ou à la température du stockage si elle est supérieure) ou émettent des vapeurs d'une certaine toxicité, les réservoirs de stockage doivent être fermés ou mis en dépression, et les gaz collectés traités.

### **TITRE VII. - GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS**

#### **VII.1. - Organisation générale**

##### **1.1. - Plans d'élimination des déchets**

L'élimination des déchets industriels spéciaux respecte les orientations définies dans le plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux approuvé par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> février 1996.

L'élimination des déchets industriels banals respecte les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral du 7 décembre 1995.

##### **1.2. - Principes généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, en particulier la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée et ses textes d'application.

A cette fin, il se doit de limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres.

Il se doit également de :

- trier, recycler, valoriser ses déchets de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets non valorisés, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique, de préférence avec valorisation énergétique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage techniquement adapté.

Ces opérations sont réalisées dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre du code de l'environnement.

L'épandage des déchets ou des effluents est interdit.

Les déchets industriels spéciaux ultimes sont éliminés dans les conditions prévues par les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 relatifs au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés.

Les emballages industriels sont éliminés conformément aux dispositions du décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Les huiles usagées sont éliminées conformément aux dispositions du décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié.

## **VII.2. - Modalités de gestion et d'élimination des déchets**

### **2.1. - Prévention de la production de déchets**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles dans le respect des intérêts mentionnés à L-511.1 du code de l'environnement.

Les déchets désignés à l'article 2.6 du présent titre ne doivent pas être produits dans des quantités supérieures aux maxima fixés dans le tableau défini dans cet article.

### **2.2. - Conditionnement des déchets**

Les déchets peuvent être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage ;
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet.

Les déchets conditionnés en emballages sont entreposés sur des aires couvertes et ne peuvent être gerbés sur plus de 2 hauteurs.

Pour les déchets industriels spéciaux, l'emballage porte systématiquement des indications permettant de reconnaître les dits déchets.

Les déchets ne peuvent être entreposés en cuves que si celles-ci sont exclusivement affectées à cet effet. Ces cuves sont identifiées et respectent les règles de sécurité générales applicables à l'établissement.

Les déchets ne peuvent être entreposés en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envois.

### 2.3. - Entreposage interne de déchets

Les installations internes d'entreposage de déchets respectent les règles générales de sécurité et de prévention du présent arrêté.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne devra pas dépasser, sauf cas de force majeure, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

Toutes précautions sont prises pour que :

- ⇒ les dépôts soient tenus en état constant de propreté ;
- ⇒ les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs) ;
- ⇒ les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : à cet effet, l'entreposage de déchets est réalisé sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux déchets qui sont déposés. Ces aires sont bordées de murettes conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible couvertes ;
- ⇒ les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs.

### 2.4. - Transport des déchets

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assure lors du chargement que le conditionnement ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations particulières en vigueur.

### 2.5. - Traitement des déchets

Le traitement des déchets est effectué conformément aux principes généraux définis à l'article 1.2 du présent titre.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

Les déchets industriels spéciaux dont la nature peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement font l'objet de traitements spécifiques limitant tout risque de pollution sur le milieu récepteur.

Les emballages souillés par des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions ne pouvant être réemployés ou nettoyés, sont éliminés comme des déchets industriels spéciaux.

Depuis juillet 2002, les déchets industriels banals non ultimes ne peuvent plus être éliminés en décharge. Le tri de tels déchets devra être privilégié en vue d'une valorisation.

### 2.6. - Niveaux minima de gestion des déchets

Le niveau de gestion d'un déchet est défini selon la filière d'élimination utilisée pour ce déchet :

*Niveau 1 :* Valorisation matière, recyclage, régénération, réemploi

*Niveau 2 :* Traitement physico-chimique, incinération avec ou sans récupération d'énergie, co-incinération, évapo-incinération

*Niveau 3 :* Élimination en centre de stockage de déchets ménagers et assimilés ou en centre de stockage de déchets industriels spéciaux ultimes stabilisés

En cas de transit, regroupement ou pré-traitement, la filière correspondant à l'élimination finale détermine le niveau de gestion.

Les niveaux de gestion admis pour les déchets suivants sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Code du déchet	Désignation du déchet	Quantité maximale à compter de la notification du présent arrêté	Niveaux de gestion admis
19.08.01	Résidu de dégrillage des postes de dépotage	20 t / an	2
16.10.03	Concentrats d'évaporation	215 t / an	2
16.07.08	Boues de fond de cuve	325 t / an	2
13.07.03	Résidus liquides huileux	648 t / an	2
-	Eaux souillées	1 560 m <sup>3</sup> / an	2
15.02.02	Déchets de maintenance	10 m <sup>3</sup> / mois	2

En cas de défaillance d'une filière d'élimination, une autre filière de niveau admis devra être utilisée.

### 2.7. - Veille technologique

L'exploitant réalise dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté une étude technico-économique des solutions alternatives de gestion de chacun de ses déchets en vue de limiter sa production à la source et d'améliorer son niveau de gestion défini ci-dessus. L'exploitant justifie la filière d'élimination retenue pour chaque déchet.

Cette étude doit être actualisée au minimum tous les 3 ans.

Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

## VII.3. - Documents relatifs à la gestion des déchets

### 3.1. - Procédure de gestion des déchets

L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 3.2. - Dossiers relatifs aux déchets spéciaux

Pour chaque déchet industriel spécial, l'exploitant établit une fiche d'identification du déchet, régulièrement tenue à jour et comportant les éléments suivants :

- ⇒ le code du déchet selon la nomenclature ;
- ⇒ la dénomination du déchet ;
- ⇒ le procédé de fabrication dont provient le déchet ;
- ⇒ son mode de conditionnement ;
- ⇒ le traitement d'élimination prévu ;
- ⇒ les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet) ;
- ⇒ la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale) ;
- ⇒ les risques présentés par le déchet ;
- ⇒ les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières ;
- ⇒ les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

L'exploitant tient, pour chaque déchet industriel spécial, un dossier où sont archivés durant au moins trois ans :

- la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour ;
- les résultats des contrôles effectués sur les déchets ;

- les observations faites sur le déchet ;
- les bordereaux de suivi de déchets industriels renseignés par les centres éliminateurs.

### **3.3. - Enregistrement des enlèvements de déchets**

Pour chaque enlèvement de déchets, les renseignements minimum suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, ...) et archivé au moins trois ans par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature ;
- dénomination du déchet ;
- quantité enlevée ;
- date d'enlèvement ;
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé ;
- destination du déchet (éliminateur) ;
- nature de l'élimination effectuée.

### **3.4. - Déclaration trimestrielle de production de déchets**

La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement), feront l'objet d'une déclaration trimestrielle, dans les formes définies à l'annexe 4.1 de l'arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

### **3.5. - Bilan annuel**

Par grands types de déchets, un bilan annuel précisant les quantités de déchets produites, le taux de valorisation et les modalités d'élimination est effectué et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant au moins 5 ans.

## **TITRE VIII. - PRÉVENTION DES ÉMISSIONS SONORES**

### **VIII.1. - Prescriptions génériques**

#### **1.1. - Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des installations afin que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

#### **1.2. - Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

#### **1.3. - Appareils de communication**

L'usage d'appareils de communication par voie acoustique gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## **VIII.2. - Valeurs limites d'émergence et de niveau acoustique**

Les émissions sonores de l'établissement sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis par les installations classées.

En particulier, elles n'engendrent pas une émergence supérieure à 5 dB(A) pour les périodes de 7 h à 22 h dans les zones à émergence réglementée. Cette valeur de 5 dB(A) est ramenée à 3 dB(A) pour les périodes allant de 22 h à 7 h ainsi que le dimanche et les jours fériés.

Les niveaux sonores en limite de propriété de l'établissement ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- ⇒ 60 dB(A) pour la période allant de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés ;
- ⇒ 50 dB(A) pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés.

## **VIII.3. - Vérification des valeurs limites**

L'exploitant fera réaliser à ses frais selon une périodicité quinquennale, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées, une mesure des niveaux sonores de son établissement permettant d'apprécier le respect des valeurs limites réglementaires, en période de fonctionnement représentative de l'activité des installations.

## **TITRE IX. - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

### **IX.1. - Procédure d'admission des déchets au sein de l'unité de traitement**

#### **1.1. - Déchets admissibles**

La liste des déchets admissibles au sein des installations de traitement est annexée au présent arrêté (annexe II). Les déchets ne doivent pas être radioactifs et ne doivent pas contenir plus de 50 ppm de polychlorobiphényles et polychlorotriphényles (PCB – PCT).

#### **1.2. - Déchets interdits**

Tout déchet présentant l'une des caractéristiques suivantes :

- explosif, peroxydes, perchlorates, perhydrures,
- radioactif, et émettant des rayonnements nocifs,
- pathogène et infectieux
- lacrymogènes

est interdit.

#### **1.3. - Origine géographique des déchets**

L'origine des déchets est conforme aux prescriptions du Plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels Spéciaux.

Pour le centre, les déchets ont comme zone d'appel la région Picardie, ses régions limitrophes ainsi que la Lorraine.

L'importation de déchets transfrontaliers est limitée.

#### 1.4. - Conditions d'admission des déchets

##### *a) Teneurs maximales du déchet*

Les déchets réceptionnés et destinés à être traités par évapo-incinération doivent présenter les teneurs maximales suivantes :

- ◆ Teneur en chlore organique : < 0,5 %
- ◆ Teneur en soufre : < 3 %
- ◆ Teneur en fluor : < 0,5 %
- ◆ Teneur en métaux lourds : < 0,5 %
- ◆ Teneur en cadmium, mercure et thallium : < 0,1 %

Le point éclair des déchets admissibles doit être supérieur à 21°C. Le pH est compris entre 4 et 11.

##### *b) Procédure d'acceptation des déchets*

###### - Information préalable

Tout déchet sera soumis à la procédure d'information préalable avant son admission dans l'établissement. Cette information préalable précise pour chaque type de déchets destinés à être traités :

- la description détaillée par le producteur du processus ayant engendré le déchet (activité génératrice du déchet, matières premières mises en œuvre s'il s'agit d'un déchet de fabrication, s'il s'agit d'un déchet d'utilisation)
- les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur le déchet
- la provenance et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur
- la composition chimique principale du déchet ainsi que toutes les informations permettant de déterminer s'il est apte à subir le traitement prévu
- les teneurs en PCB – PCT, chlore, fluor, métaux lourds, phénols, sédiments, point éclair, pH...
- les modalités de collecte et de livraison
- les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation.

Cette information préalable aura une validité d'un an à compter de la date de prélèvement des échantillons précités. Les tests et les analyses d'identification seront renouvelés à l'issue de cette période.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée et refuser, s'il le souhaite, d'accueillir le déchet en question.

Il peut, le cas échéant, solliciter l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs du déchet et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur ou du détenteur, selon les termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser le déchet.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil les motifs du refus d'admission du déchet.

###### - Certificat d'acceptation préalable

L'exploitant se prononce alors, au vu des informations ainsi communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à incinérer le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation préalable, soit un refus de prise en charge.



Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet. Outre les analyses relatives aux paramètres faisant l'objet de critères d'admission, les tests suivants sont réalisés :

- ⇒ la composition chimique principale du déchet brut ;
- ⇒ la teneur en PCB-PCT sur les hydrocarbures, chlore organique, fluor, soufre, métaux lourds et PCP ;
- ⇒ le pouvoir calorifique.

Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Cette acceptation préalable a une validité d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant. L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les déchets admis sur un site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.

### *c) Contrôles d'admission*

A l'arrivée sur le site, et avant déchargement, toute livraison de déchet fait l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du déchet et d'une vérification :

- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;
- le cas échéant, de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'arrêté du 4 janvier 1985 susvisé ;
- le cas échéant, de la présence des documents exigés aux termes du règlement (CEE) n° 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ;
- d'une pesée du chargement ;
- de la teneur en chlore organique, fluor, soufre, métaux lourds, PCB-PCT et PCP suivant la pertinence mentionnée sur le certificat d'acceptation préalable ;
- du pouvoir calorifique ;
- de l'analyse de tout autre paramètre d'admission fixé par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation d'incinération ;
- du contrôle de l'absence de radioactivité.

Un des échantillons est conservé au moins trois mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. Dans ce cas, l'inspection des installations classées est prévenue sans délai.

### *d) Registre d'admission et de refus d'admission*

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne pour chaque véhicule apportant des déchets :

- ⇒ le tonnage et la nature des déchets,
- ⇒ le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur,
- ⇒ la date et l'heure de la réception,
- ⇒ l'identité du transporteur,
- ⇒ le numéro d'immatriculation du véhicule,

⇒ le résultat des contrôles d'admission définis plus haut.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.

L'exploitant reporte également sur le registre d'admission, ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les déchets admis sur son site. L'absence de ces informations doit conduire au refus de la livraison.

## **IX.2. - Installation de traitement**

### **2.1. - Contrôle du combustible**

L'exploitant met en place une procédure du contrôle de la qualité du combustible incinéré.

Les paramètres d'acceptation sont les suivants :

- ⇒ Point éclair > 55°C
- ⇒ PCS > 6 500 kcal/kg
- ⇒ Chlore < 0,5 %
- ⇒ Soufre < 0,7 %.

Un échantillon du combustible est conservé au moins 1 mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

Les paramètres sont reportés dans un registre tenu à la disposition des inspecteurs des installations classées.

### **2.2. - Règles d'exploitation**

L'exploitation de l'unité de traitement s'effectue sous la surveillance d'une personne nommément désignée et formée aux risques liés aux produits mis en œuvre.

Toutes les prescriptions relatives au fonctionnement feront l'objet de consignes écrites affichées dans la salle de contrôle et à l'entrée des bâtiments.

La conduite de chaque équipement de chaque phase du procédé est décrite dans une procédure opérationnelle.

Pour la conduite des installations en circonstances anormales, des procédures sont rédigées.

Un cahier de fonctionnement de l'installation sera tenu par l'exploitant et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées. dans ce cahier, seront consignés :

- les résultats des contrôles de la marche de la combustion,
- les comptes-rendus des entretiens,
- les observations particulières,
- les résultats des diverses analyses des effluents gazeux.

## **IX.3. - information sur le fonctionnement de l'installation**

### **3.1. - Rapport annuel d'activité**

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des mesures et contrôles effectués sur l'installation ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public.

### 3.2. - Bilan de fonctionnement

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 17 juillet 2000 susvisé, l'exploitant élabore tous les dix ans un bilan de fonctionnement, qu'il adresse au préfet, portant sur les conditions d'exploitation de l'installation inscrites dans l'arrêté d'autorisation.

**VU pour être annexé à  
l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2003**

Pour le préfet et par délégation :  
L'attaché, chef de bureau,



Marc COTTEAUX



01 l'attention de Mme Lesueur

**AVIS DE RECEPTION**  
**DE VOTRE ENVOI**  
**RECOMMANDE**

**AVIS DE RECEPTION**

7930 7801 8FR

Présenté le :  
Distribué le : 5/02/03  
Signature du destinataire

Préfecture de la Somme  
DAI 13 / FGU  
70020 Amiens cedex 9

RETOUR A

AMIEUX MONTILLONS C. D. 1510

Accusé réception de l'AP du 29.07.2003

21 septembre 1977 modifié, je vous prie  
de, en permanence de façon visible,  
ie fais procéder, aux frais de la  
décision peut être déferée au  
considération distinguée.



# ANNEXE II

## Liste non exhaustive des déchets potentiellement admissibles en évapoconcentration (Nomenclature - décision de la commission du 16 janvier 2001)

01	05	05	boues et autres déchets de forage contenant des hydrocarbures
02	01	01	boues provenant du lavage et du nettoyage
02	02	01	boues provenant du lavage et du nettoyage
02	03	01	déchets provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation
02	07	01	déchets provenant du lavage, du nettoyage et de la réduction mécanique des matières premières
03	02	01	composés organiques non halogénés de protection du bois
03	02	04	composés inorganiques de protection du bois
03	02	05	autres produits de protection du bois contenant des substances dangereuses
04	01	05	liqueur de tannage sans chrome
05	01	03	boues de fond de cuves
05	01	05	hydrocarbures accidentellement répandus
05	01	06	boues contenant des hydrocarbures provenant des opérations de maintenance de l'installation ou des équipements
05	01	11	déchets provenant du nettoyage d'hydrocarbures avec des bases
05	01	13	boues du traitement de l'eau d'alimentation des chaudières
05	01	14	déchets provenant des colonnes de refroidissement
05	06	04	déchets provenant des colonnes de refroidissement
07	01	01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07	01	04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07	01	08	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07	02	01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07	02	04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07	02	08	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07	03	01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07	03	04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07	03	08	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07	04	01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07	04	04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07	04	08	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07	05	01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07	05	04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07	05	08	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07	06	01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07	06	04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07	06	08	autres résidus de réaction et résidus de distillation
07	07	01	eaux de lavage et liqueurs mères aqueuses
07	07	04	autres solvants, liquides de lavage et liqueurs mères organiques
07	07	08	autres résidus de réaction et résidus de distillation
08	01	14	boues provenant de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 13
08	01	16	boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 15
08	01	20	suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis autres que celles visées à la rubrique 08 01 19
08	02	02	boues aqueuses contenant des matériaux céramiques
08	02	03	suspensions aqueuses contenant des matériaux céramiques
08	03	07	boues aqueuses contenant de l'encre
08	03	08	déchets liquides aqueux contenant de l'encre
08	03	15	boues d'encre autres que celles visées à la rubrique 08 03 14
08	03	19	huiles dispersées
08	04	16	déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 15
08	04	17	huile de résine
09	01	01	bains de développement aqueux contenant un activateur
09	01	02	bains de développement aqueux pour plaques offset
09	01	04	bains de fixation
09	01	05	bains de blanchiment et bains de blanchiment/fixation
10	02	11	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures
10	03	27	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures
10	03	28	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement autres que ceux visés à la rubrique 10 03 27
10	04	09	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures
10	05	08	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures
10	06	09	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures
10	07	07	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures
10	08	19	déchets provenant de l'épuration des eaux de refroidissement contenant des hydrocarbures
10	01	23	boues aqueuses provenant du nettoyage des chaudières autres que celles visées à la rubrique 10 01 22
11	01	14	déchets de dégraissage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 13
11	01	12	liquides aqueux de rinçage autres que ceux visés à la rubrique 11 01 11
12	01	07	huiles d'usinage à base minérale sans halogènes (pas sous forme d'émulsions ou de solutions)
12	01	09	émulsions et solutions d'usinage sans halogènes
12	01	10	huiles d'usinage de synthèse
12	01	19	huiles d'usinage facilement biodégradables
12	03	01	liquides aqueux de nettoyage
12	03	02	déchets du dégraissage à la vapeur
13	01	05	huiles hydrauliques non chlorées (émulsions)
13	01	10	huiles hydrauliques non chlorées à base minérale

Liste non exhaustive des déchets potentiellement admissibles en évapoconcentration  
(Nomenclature - décision de la commission du 16 janvier 2001)

13	01	11	huiles hydrauliques synthétiques
13	01	12	huiles hydrauliques facilement biodégradables
13	01	13	autres huiles hydrauliques
13	02	05	huiles moteur, de boîte de vitesse et de lubrification non chlorées à base minérale
13	02	06	huiles moteur, de boîte de vitesse et de lubrification synthétiques
13	02	07	huiles moteur, de boîte de vitesse et de lubrification facilement biodégradables
13	02	08	autres huiles moteur, de boîte de vitesse et de lubrification
13	03	07	huiles isolantes et fluides caloporteurs non chlorés à base minérale
13	03	08	huiles isolantes et fluides caloporteurs synthétiques
13	03	09	huiles isolantes et fluides caloporteurs facilement biodégradables
13	03	10	autres huiles isolantes et fluides caloporteurs
13	04	01	hydrocarbures de fond de cale provenant de navigation fluviale
13	04	02	hydrocarbures de fond de cale provenant de canalisations de mûles
13	04	03	hydrocarbures de fond de cale provenant d'un autre type de navigation
13	05	02	boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13	05	03	boues provenant de déshuileurs
13	05	06	hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13	05	07	eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
13	07	01	fuel oil et diesel
13	07	02	essence
13	07	03	autres combustibles (y compris mélanges)
13	08	01	boues ou émulsions de dessalage
13	08	02	autres émulsions
14	06	03	autres solvants et mélanges de solvants
16	07	08	déchets contenant des hydrocarbures
16	10	02	déchets liquides aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 01
16	10	04	concentrés aqueux autres que ceux visés à la rubrique 16 10 03
19	02	07	hydrocarbures et concentrés provenant d'une séparation
19	02	10	déchets combustibles autres que ceux visés aux rubriques 19 02 08 et 19 02 09
19	04	04	déchets liquides aqueux provenant de la trempe des déchets vitrifiés
19	07	03	lixiviats de décharge autres que ceux visés à la rubrique 19 07 02
19	08	07	solutions et boues provenant de la régénération des échangeurs d'ions
19	08	09	mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées contenant des huiles et graisses alimentaires
19	08	10	mélanges de graisse et d'huile provenant de la séparation huile/eaux usées autres que ceux visés à la rubrique 19 08 09
19	11	03	déchets liquides aqueux
07	06	99	Déchets non spécifiés par ailleurs
08	01	11	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses
08	01	15	Boues aqueuses contenant de la peinture ou du vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses
08	01	18	Déchets provenant du décapage de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 17
08	01	99	Déchets non spécifiés par ailleurs
08	04	08	Suspensions aqueuses contenant colles et mastics
13	01	03	Huiles hydrauliques non chlorées (hors émulsions)
13	01	08	Liquides de freins
13	02	02	Huile moteur de boîte de vitesse et de lubrification non chlorée
13	03	03	Huiles isolantes, fluides caloporteurs et autres liquides non chlorés
13	03	04	Huiles isolantes, fluides caloporteurs et autres liquides de synthèse
13	05	05	Autres émulsions
13	06	01	Huiles usées non spécifiées par ailleurs
14	01	05	Mélanges aqueux de solvants non halogénés
14	02	02	Mélange de solvants ou liquides organiques sans solvants halogénés
16	01	14	Antigels contenant des substances dangereuses
16	07	09	Déchets contenant d'autres substances dangereuses
16	07	99	Déchets non spécifiés par ailleurs
19	08	99	Déchets non spécifiés par ailleurs
20	01	09	Huile et matière grasse



# ANNEXE III

## CENTRE DE TRAITEMENT VIDAM TRD 2003

(80) VILLERS BRETONNEUX

123 Rue de Sully 80000 AMIENS

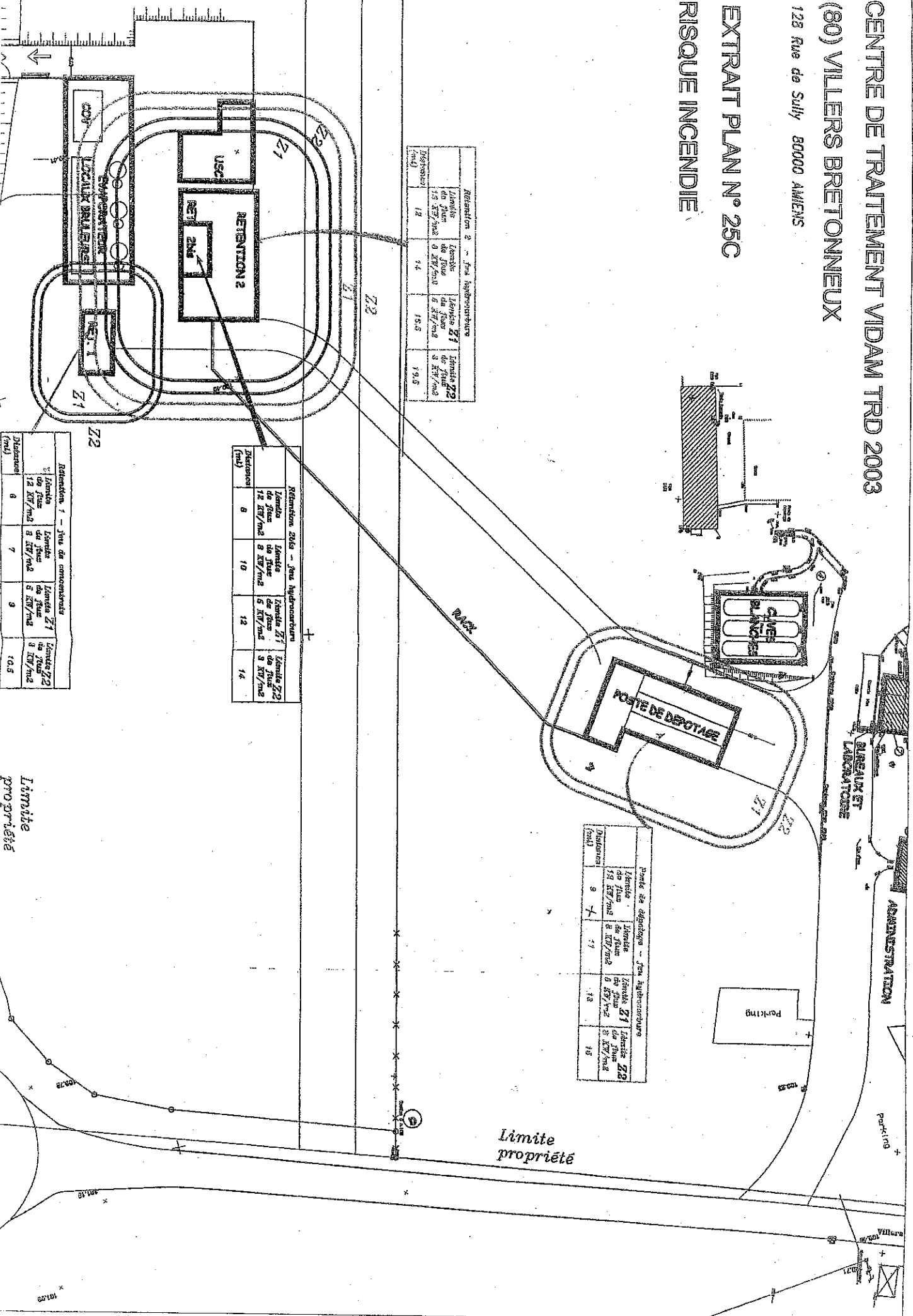
### EXTRAIT PLAN N° 25C

RISQUE INCENDIE

Retention 2 - Jua hydrocarbure				
Distance (m)	Limite de jua de 12 KJ/m <sup>2</sup>	Limite de jua de 14 KJ/m <sup>2</sup>	Limite de jua de 15,5 KJ/m <sup>2</sup>	Limite de jua de 19,5 KJ/m <sup>2</sup>
12	14	15,5	19,5	

Retention 20a - Jua hydrocarbure				
Distance (m)	Limite de jua de 12 KJ/m <sup>2</sup>	Limite de jua de 14 KJ/m <sup>2</sup>	Limite de jua de 15,5 KJ/m <sup>2</sup>	Limite de jua de 19,5 KJ/m <sup>2</sup>
8	10	12	14	

Point de dépôtage - Jua hydrocarbure				
Distance (m)	Limite de jua de 12 KJ/m <sup>2</sup>	Limite de jua de 14 KJ/m <sup>2</sup>	Limite de jua de 15,5 KJ/m <sup>2</sup>	Limite de jua de 19,5 KJ/m <sup>2</sup>
9	11	12	14	



Retention 1 - Jua de conservation				
Distance (m)	Limite de jua de 12 KJ/m <sup>2</sup>	Limite de jua de 14 KJ/m <sup>2</sup>	Limite de jua de 15,5 KJ/m <sup>2</sup>	Limite de jua de 19,5 KJ/m <sup>2</sup>
6	7	9	10,5	

Limite propriété

